

Comité Syndical du 8 décembre 2022

L'an deux mille vingt-deux, le huit décembre à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle Aérospatiale d'Allinges sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ARMINJON Christophe, BASTARD Catherine, BAUD Richard, BERNARD Patrick, BOCHATON Jean-Marc, CHESSEL Pascal, CHUINARD Claire, COLOMER Gérard, COTTET Sophie, DEAGE Joseph, DENNE Jean-Claude, DEVILLE François, GENOUD Pascal, JACQUIER Olivier, LANG Isabelle, LOMBARD Gérald, MORAND Jean-Claude, MORIAUD Pascale, PFLIEGER Géraldine, PODEVIN Christian, TERRIER Jean-Claude, THOMAS Gil.

Délégués suppléants présents / votants :

PARRA D'ANDERT Sophie, BARRAS Olivier, MAURE Dominique, BOZONNET Justin, MICHAUD Marie-Christine, MENOUD Jean-François, FABRE Rémy, GRENAT Maryse.

Absents excusés :

BAUD Jean-Baptiste donne suppléance à Mme PARRA D'ANDERT,
BERTHIER Marie-Pierre donne suppléance à M. BARRAS,
DEMOLIS Cyril donne suppléance à M. MAURE,
GUILLARD Jean donne suppléance à M. BOZONNET,
MARTINERIE Catherine donne suppléance à Mme MICHAUD,
MUFFAT Sophie donne suppléance M. MENOUD,
VENNER Laetitia donne suppléance à M. FABRE,
VUAGNOUX Jean-Louis donne suppléance à Mme GRENAT,
OUCHCHANE Zohra donne pouvoir à M. BOCHATON,
MAXIT Monique donne pouvoir à M. COLOMER.

Secrétaire de séance : Jean-Claude DENNE

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 22

Nombres de délégués suppléants présents : 8

Nombre de pouvoirs : 2

Nombres de votants : 32

Convocation : 1^{er} décembre 2022

Point n°4 – Régime indemnitaire du SIAC - Institution du Forfait télétravail

Mme Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC rappelle que dans le cadre du télétravail institué par délibération du Bureau Communautaire du SIAC en date du 14 février 2020, il n'était pas prévu initialement une indemnisation forfaitaire ou de majoration forfaitaire de régime indemnitaire, en totalité ou partiellement. L'employeur devait prendre en charge des frais de télétravail selon un état trimestriel ou semestriel à établir en concertation au regard de coûts supplémentaires extrêmement complexes à déterminer.

En effet, le télétravail peut engendrer certains frais à domicile (électricité, aménagement du poste de travail, frais de télécommunication, chauffage...).

Le cadre règlementaire a évolué depuis compte tenu du développement du télétravail pour cause de situation sanitaire.

Depuis le décret n° 2021-1123 du 26 août 2021, pouvant avoir effet au 1^{er} septembre 2021, il est dorénavant possible d'instituer une allocation forfaitaire de télétravail au bénéfice des agents publics.

Cette indemnité contribue au remboursement des frais engagés au titre du télétravail par les agents, sous la forme d'une allocation forfaitaire dénommée « forfait télétravail ».

Les bénéficiaires sont les agents titulaires et stagiaires, les agents contractuels de droit public ainsi que les apprentis.

Les bénéficiaires doivent remplir les conditions individuelles suivantes :

- être agent public ou apprenti de la collectivité,
- exercer leurs missions dans le respect des dispositions du décret n°2016-151 du 11 février 2016 fixant le cadre réglementaire du télétravail dans le fonction publique (demande de l'agent, autorisation de l'employeur notamment),
- ne pas fréquenter un tiers lieu (principalement, espace de coworking) offrant un service de restauration collective financé par l'employeur.

Le montant du forfait télétravail est fixé à 2,5 € par jour de télétravail effectué dans la limite de 220 € par an (sans seuil de déclenchement). Le versement a lieu selon la périodicité trimestrielle.

Le SIAC propose d'instituer ce forfait télétravail à compter du 01/01/2023 dans les conditions prévues par les textes réglementaires ci-dessus rappelés et les dispositions prévues par le SIAC pour l'exercice du télétravail.

Il est précisé que le Comité Technique du Centre de Gestion de la Haute-Savoie a donné un avis favorable à l'unanimité sur ce dossier lors de sa séance du 28 octobre 2022.

Après en avoir délibéré, Le Comité Syndical décide à la majorité (un contre) des membres présents ou représentés :

- **D'INSTITUER** le forfait télétravail à compter du 01/01/2023 selon les modalités ci-dessus exposées, la présente délibération modifiant la délibération du 14 février 2020 sur ce point,
- **DE CHARGER** Mme la Présidente de sa mise en œuvre.

Il est précisé que le forfait journalier ne peut pas être modulé par l'organe délibérant car commun à l'ensemble de la fonction publique. Il sera donc réactualisable par arrêté ministériel. Par contre, le montant annuel plafond de 220 € est fixé par la présente délibération, tel que précisé ci-dessus.



La Présidente,



Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.